

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des
Députés
Luxembourg

Luxembourg, 04 octobre 2017

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé.

Récemment, Madame la Ministre nous a fourni des informations quant à la « procédure pour les mesures de contraintes » et au mode opératoire concernant « la documentation des mesures de contraintes » introduites en 2016 par la direction du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP).

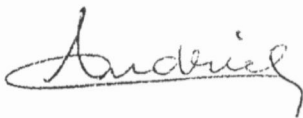
Au vu des informations fournies, nous aimerions poser plusieurs questions supplémentaires à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que le Conseil d'Administration (dont un représentant du Ministère de la Santé est membre) aurait dû être consulté pour la mise en place d'une telle procédure qui touche les droits fondamentaux des patients ? Il aurait ainsi pu vérifier les professions impliquées dans son élaboration, et l'impact de son mode opératoire en termes de responsabilité.
- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une mesure de contrainte ne nécessite pas de prescription médicale et ne serait ainsi pas un acte médical, ce qui pourrait justifier que le médecin traitant et ou de garde ne fasse pas partie du groupe d'appel d'urgence ?
- Partant du fait que, selon la nouvelle procédure, un patient sous mesure de contrainte doit attendre au pire des cas 72 heures avant

d'être examiné par un médecin, Madame la Ministre estime-t-elle que ce délai soit acceptable ?

- En cas d'incident, qui est responsable de la situation du patient ?
- Si le médecin qui, à distance, a accès au dossier informatique du patient, valide la mesure, ne devrait-on pas au moins prévoir une prescription écrite du médecin afin qu'il existe une trace écrite ?
- Existe-t-il une clé de répartition du personnel spécialisé qui doit être présent en permanence dans les différents services psychiatriques ?
- Selon nos informations, des mesures de contention seraient aussi effectuées par des infirmiers, bien que le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier ne le prévoit pas. Sur quelle base légale les infirmiers en soins généraux effectuent-ils ces mesures de contention ?
- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si de telles mesures de contention sont aussi appliquées sur des patients non placés et dans l'affirmative sur quelle base légale ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.



Sylvie Andrich-Duval
Députée



Martine Hansen
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 04 octobre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3333 du 04.10.2017 de Madame la Députée Sylvie
Andrich-Duval et de Madame la Députée Martine Hansen

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un
mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Mars Di Bartolomeo

Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Santé

Dossier suivi par: JOME Laurent
Tel: 247 85510
Email: laurent.jome@ms.etat.lu

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service central de Législation
43, boulevard Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Luxembourg, le 7 novembre 2017

Concerne: Question parlementaire n° 3333 du 4 octobre 2017 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Madame la Députée Martine Hansen
Réf. : 820x37853

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 3333 du 4 octobre 2017 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Madame la Députée Martine Hansen concernant "Mesures de contraintes".

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pr la Ministre de la Santé,
p.d.

Laurent JOME
premier conseiller de gouvernement





Réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 3333 du 4 octobre 2017 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Madame la Députée Martine Hansen concernant "Mesures de contraintes".

Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que le Conseil d'Administration (dont un Représentant du Ministère de la Santé est membre) aurait dû être consulté pour la mise en place d'une telle procédure qui touche les droits fondamentaux des patients? Il aurait ainsi pu vérifier les professions impliquées dans son élaboration, et l'impact de son mode opératoire en termes de responsabilité.

La mise en place de procédures concernant la prise en charge du patient, dont celles pouvant également toucher aux droits fondamentaux des patients, relève des compétences de la direction de tout établissement hospitalier doté d'un service de psychiatrie.

Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une mesure de contrainte ne nécessite pas de prescription médicale et ne serait ainsi pas un acte médical, ce qui pourrait justifier que le médecin traitant et/ou de garde ne fasse pas partie du groupe d'appel d'urgence ?

Suivant la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, la mesure de contrainte constitue un acte médical à effectuer sur prescription médicale.

Partant du fait que, selon la nouvelle procédure, un patient sous mesure de contrainte doit attendre au pire des cas 72 heures avant d'être examiné par un médecin, Madame la Ministre estime-t-elle que ce délai soit acceptable ?

Il appartient au médecin de décider à quel moment il procède à l'examen du patient sous mesure de contrainte.

En cas d'incident, qui est responsable de la situation du patient ?

Toute mesure de contrainte est strictement encadrée par l'article 44 de la loi précitée, qui soumet son recours à un contrôle médical, ainsi que son application proprement dite à un suivi régulier.

Si le médecin qui, à distance, a accès au dossier informatique du patient, valide la mesure, ne devrait-on pas au moins prévoir une prescription écrite du médecin afin qu'il existe une trace écrite ?

Le dossier informatique peut être validé par le médecin à distance. Ces prescriptions sont valides pour toute l'équipe multidisciplinaire ayant accès aux informations relatives au patient et qui prennent en charge le patient.



Existe-t-il une clé de répartition du personnel spécialisé qui doit être présent en permanence dans les différents services psychiatriques ?

Il n'existe pas de clé de répartition pour les différents services à besoins spéciaux avec dotation de sécurité (minimum 3 personnes sans spécification de la spécialisation).

Selon nos informations, des mesures de contention seraient aussi effectuées par des infirmiers, bien que le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier ne le prévoit pas. Sur quelle base légale les infirmiers en soins généraux effectuent-ils ces mesures de contention ?

Hormis le recours à une contention momentanée, nécessaire pour faire face à une situation d'urgence, seuls les infirmiers psychiatriques sont habilités à mettre en œuvre des mesures de contraintes dans les conditions prévues à l'article 44 de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Le personnel procédant à la contention momentanée en l'absence d'un médecin est tenu d'informer de suite un médecin du service de la contention intervenue.

Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si de telles mesures de contention sont aussi appliquées sur des patients non placés et dans l'affirmative sur quelle base légale ?

Les dispositions relatives aux mesures de contention et d'isolation sont appliquées sur base de la loi précitée qui, rappelons-le, sont inspirées de la Recommandation (2004)10 du Comité des Ministres (du Conseil de l'Europe) aux Etats membres relative à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux.

Ces mesures font encore l'objet, au niveau des différents hôpitaux, d'un recensement systématique d'événements indésirables. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 410-1 du Code pénal, chaque professionnel de santé se doit de porter secours à une personne en danger dans la mesure où lesdites mesures sont surtout appliquées lorsque le patient, au cours d'une crise aiguë, risque de commettre des actes de violence et de blesser d'autres patients ou des membres du personnel, voire soi-même.

Pour le surplus, je me permets de renvoyer les honorables Députées à ma réponse à la question parlementaire n° 3063.